

ATELIER DE LA CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA FORÊT HABITÉE
26 NOVEMBRE 2003, UQAR

Compte-rendu des discussions du sous-groupe 3

CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS DE NATURE SOCIALE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Contexte

Les discussions n'ont pas vraiment suivi le canevas de questions posées par la chaire. Les échanges ont surtout porté sur les contraintes et opportunités qu'entraînerait une sylviculture adaptée à la régénération d'une forêt inéquienne au BSL.

Contraintes et Opportunités

La plus grande contrainte serait sans doute la gouvernance actuelle, qui impose une gestion de la forêt publique « mur à mur », avec des normes strictes et extrêmement complexes. Ces normes sont continuellement révisées, et conséquemment complexifiées. La région aurait besoin de sortir de ce carcan pour adapter sa sylviculture à la forêt inéquienne que tous s'entendaient pour régénérer.

Mais la mise en œuvre d'une foresterie inéquienne requiert inévitablement plus de main-d'œuvre, et même si le BSL est une région où il y a proportionnellement beaucoup de travailleurs sylvicoles (dû à la forte proportion de forêt privée qui enracine ces gens ici), il demeure une tendance lourde de vieillissement et de faible taux de recrutement de main-d'œuvre. De plus, le peu de jeunes qui s'y intéressent préfèrent opérer de la machinerie sylvicole (abatteuses multifonctionnelles) que de travailler avec une scie mécanique.

À court terme, il faudrait donc opter pour une machinerie plus petite, adaptée aux interventions fines. À moyen terme, une valorisation du travail forestier est nécessaire afin d'attirer la relève dans ce secteur. Ainsi, il faudrait proposer une nouvelle formation, à l'intérieur de projets pilotes, pour passer d'une main-d'œuvre adaptée au régime forestier actuel à celui désiré. La quantité de candidatures au projet de métayage de la forêt modèle suggère qu'une approche différente, avec plus de liberté pour des initiatives éclairées sur le terrain (normes ministérielles assouplies) et une sylviculture plus fine pourrait intéresser plus de gens que le modèle actuel.

La plus grande réticence face à un projet régional de foresterie inéquienne est liée aux coûts additionnels qu'engendre une telle approche. Cependant, un questionnement face au coût de ne rien faire, de continuer dans le modèle actuel, qui pourrait être encore plus élevé que celui de modifier notre régime a été soulevé. Dans l'optique d'une augmentation des coûts par mètre cube de bois, il a été suggéré de viser à produire des bois de qualité plutôt qu'une grande quantité de bois de moindre qualité. Les produits à valeur ajoutée de 2^e et 3^e transformation sont aussi des moyens d'optimiser les profits réalisés au BSL et de palier à l'augmentation des coûts, par opposition à l'exportation du bois de 1^{ère} transformation à l'extérieur de la région où il engendre beaucoup de retombées économiques et d'emplois.

Comme levier pour démarrer les projets de sylviculture fine inéquienne, il a été proposé de rétrocéder des lots publics près des villages à des propriétaires privés. Cette mesure, bien encadrée pour ne pas vendre aux enchères au plus offrant mais bien à des gens du milieu, peut

aider à enraciner les gens dans leur village. Les fonds ainsi amassés pourraient être investis pour palier aux coûts supplémentaires que pourrait engendrer la foresterie inéquienne. Par contre, certaines réticences face à la privatisation de la forêt publique québécoise se sont fait sentir, et la formule des fermes forestières en métayage, tel que mise en œuvre à la Forêt Modèle du BSL ou dans la MRC de Matane, est une alternative viable qui mérite d'être étudiée à fond.

Une proposition audacieuse qui a semblé faire l'unanimité est d'exploser le mode de tenures actuel, soit la forêt publique d'une part et la forêt privée de l'autre, pour les intégrer dans une perspective plus large, soit la triade à l'échelle régionale. Ainsi, la forêt privée actuelle serait l'endroit idéal, parce qu'habité par les gens, déjà fortement aménagée et située dans les meilleures terres, pour pratiquer une foresterie plus intensive, qui produirait plus de bois pour une même superficie. La forêt publique actuelle servirait d'une part une sylviculture extensive, où les besoins de tous les utilisateurs seraient pris en compte, et d'autre part à la conservation de grandes superficies de forêt, libérées par le rendement accru de la forêt sous aménagement intensif.

Pour ce faire, il va sans dire que les rennes de la gestion doivent passer des mains ministérielles aux mains d'une agence régionale de concertation de la foresterie, qui pourrait chapeauter cette initiative unique et avant-gardiste, à l'abri des politiques et normes provinciales qui sont de toute évidence inadaptées au contexte socio-économique et écologique du BSL.

Finalement, une autre problématique soulevée est celle des nombreuses usines, nées de l'immense effort de récupération de bois frappés par la dernière épidémie de tordeuse des bougeons de l'épinette. Donc ces usines construites dans un contexte à relativement court terme, sont à tout prix maintenues à long terme, même si leur besoins de productions dépassent la capacité de régénération de la forêt. Conséquemment, la forêt publique est au seuil d'une rupture de stock. Il est donc impératif que nos usines soient adaptées à la forêt et à la foresterie que l'on a (régénération naturelle) et que l'on désire (inéquienne), plutôt que de forcer la régénération de nos forêts à répondre aux besoins de nos usines. De tels choix peuvent, par exemple, conduire la région à délaissier la production de papier pour des produits de 2^e et 3^e transformations, plus payants, issus d'une foresterie fine dans une forêt inéquienne fournissant une matière première de plus grande qualité.

Conclusion

Nos discussions, qui font l'objet d'un consensus de la part d'une vaste gamme d'intervenants (universitaires, représentants des différentes MRC, des syndicats de travailleurs forestiers, des ministères des ressources naturelles et de l'emploi, de l'observatoire de la foresterie du BSL), se traduisent par une volonté régionale. Une volonté de démarrer des projets pilotes de foresterie fine menant à une structure inéquienne de la forêt au BSL, d'essayer de nouvelles approches et techniques, et de se positionner comme innovateurs et précurseurs de changements.

À cette volonté se rattache un souhait de voir le gouvernement modifier ses politiques et normes qui sont des contraintes à la réalisation de cette volonté. La création d'une agence régionale qui dirigerait seule, sans la tutelle ministérielle, un effort régional concerté de tous les intervenants est la clé de la réussite de cette prise en charge de nos richesses naturelles régionales, pour le bien de tous, tant au niveau social, économique, qu'environnemental.